

Deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN-2)
Cadre d'action

1 INTRODUCTION

1.1 Historique

Malgré les réalisations importantes qui ont fait suite à la Conférence internationale sur la nutrition (CIN) de 1992 et au Sommet mondial de l'alimentation de 1996, les progrès obtenus dans la réduction de la faim et de la malnutrition ont été inégaux et d'une lenteur inacceptable. La prévalence de la sous-alimentation a certes baissé mais elle reste bien trop élevée et ce fléau affecte encore plus de 800 millions de personnes¹, principalement en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne. En outre, la plupart des pays sont touchés par divers types de malnutrition. Plus de deux milliards de personnes souffrent d'une ou de plusieurs carences en micronutriments², tandis que plus de 500 millions sont obèses³, avec une incidence croissante des maladies non transmissibles liées à l'alimentation. Le dénominateur commun de tous les types de malnutrition est un régime alimentaire inapproprié sur le plan nutritionnel mais la nature et les causes sous-jacentes de la malnutrition sont complexes et pluridimensionnelles.

À l'issue de la Conférence internationale sur la nutrition de 1992, de nombreux pays ont élaboré des plans d'action nationaux pour la nutrition (PANN) tenant compte des priorités des pays et des stratégies nationales de réduction de la faim et de la malnutrition. De nombreux pays ont aussi mis au point des stratégies visant à s'attaquer aux problèmes des régimes alimentaires déséquilibrés, de l'obésité et/ou des maladies non transmissibles liées à l'alimentation. La mise en œuvre de ces plans a toutefois été inégale et souvent lente.

Les systèmes alimentaires varient et évoluent rapidement, ce qui a de profondes implications pour les régimes alimentaires et les résultats nutritionnels. Ils ont une incidence sur l'offre de produits alimentaires variés et sur l'accès à la nourriture, et donc sur la capacité des consommateurs à choisir des régimes alimentaires sains. Les systèmes alimentaires devraient fournir à tous des aliments qui répondent à leurs attentes en termes de quantité, de calories, de qualité, de variété, de teneur en éléments nutritifs, de sécurité sanitaire et culturellement acceptables. Il est d'autant plus difficile d'y parvenir que des contraintes s'exercent sur la production alimentaire du fait de ressources limitées et des défis posés par la durabilité écologique, y compris le changement climatique.

Le défi consiste à améliorer la gouvernance de la nutrition et le mode d'organisation des systèmes alimentaires aux niveaux mondial et national afin de garantir la mise en place de systèmes alimentaires mieux à même de renforcer la nutrition. Il consiste aussi à assurer la

¹ *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2014.*

² FAO, PAM et FIDA. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2012. La croissance économique est nécessaire mais elle n'est pas suffisante pour accélérer la réduction de la faim et de la malnutrition.* Rome, 2012.

³ OMS, 2013. *Obésité et surpoids.* Aide-mémoire.

cohérence et la coordination des politiques entre tous les secteurs, notamment dans l'agriculture et les systèmes alimentaires, la santé, la protection sociale, l'éducation, l'emploi, le commerce, l'environnement, l'information, la consommation et la planification.

1.2 Cadre d'action

Le Cadre d'action proposé s'inspire de la Déclaration de Rome sur la nutrition, un engagement pris collectivement à l'occasion de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition pour faire en sorte que le développement, y compris celui du système alimentaire mondial, améliore durablement la nutrition des populations, en particulier celle des femmes et des enfants.

Le Cadre d'action est conçu pour durer 10 ans et indiquer les priorités fondamentales qui orienteront la mise en œuvre d'une décennie d'action en faveur de la nutrition, qui sera approuvée par l'Assemblée générale des Nations Unies, placée sous sa direction et menée par les États Membres.

Le Cadre d'action est aussi conçu à partir des engagements pris lors de la première Conférence internationale sur la nutrition en 1992, qui a adopté à l'unanimité une déclaration et un plan d'action mondiaux pour la nutrition⁴, et des engagements pris lors des sommets mondiaux de l'alimentation de 1996⁵ et 2002⁶ et du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire de 2009⁷. Il fait partie intégrante du programme de développement pour l'après-2015 et permettra d'étayer l'objectif de développement durable proposé qui vise à éradiquer la faim, à améliorer la nutrition et à promouvoir l'agriculture durable. Il est aussi conçu à partir des engagements formulés dans le Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles 2013-2020 et des cibles mondiales 2025 pour améliorer la nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant⁸. Il encourage et appuie la traduction dans les faits du Défi Faim zéro du Secrétaire général de l'ONU, lancé en juin 2012, afin de tout faire pour éliminer la faim de notre vivant⁹. Enfin, il va dans le sens d'autres initiatives récentes et importantes sur la nutrition, notamment l'initiative Renforcer la nutrition (SUN)¹⁰ et le pacte mondial «Nutrition pour la croissance» (Global Nutrition for Growth Compact)¹¹.

⁴ Déclaration mondiale sur la nutrition et Plan d'action. Conférence internationale sur la nutrition, Rome, décembre 2012. Disponible en ligne à l'adresse suivante: http://whqlibdoc.who.int/hq/1992/ICN_92_2.pdf.

⁵ Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale, 13-17 novembre 1996, Rome. Disponible en ligne à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/docrep/003/w3613f/w3613f00.htm>.

⁶ <http://www.fao.org/docrep/meeting/005/y7106f/y7106f00.htm>.

⁷ Déclaration du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire:
<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/Meeting/018/k6050f.pdf>.

⁸ Approuvé par les États Membres de l'OMS à la soixante-cinquième Assemblée mondiale de la santé (en mai 2012).

⁹ <http://www.un.org/fr/zerohunger/index.shtml#&panel1-1>.

¹⁰ <http://scalingupnutrition.org/fr/>.

¹¹ Résumé des engagements pris dans le cadre de l'initiative «Nutrition pour la croissance»:
https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/207271/nutrition-for-growth-commitments.pdf (en anglais).

Le Cadre d'action est conforme aux engagements formulés lors de la soixante-cinquième Assemblée mondiale de la santé, à savoir, d'ici à 2025:

- ❖ réduire de 40 pour cent le nombre d'enfants de moins de cinq ans présentant un retard de croissance;
- ❖ réduire de 50 pour cent l'anémie chez les femmes en âge de procréer;
- ❖ réduire de 30 pour cent l'insuffisance pondérale à la naissance;
- ❖ pas d'augmentation du pourcentage d'enfants en surcharge pondérale;
- ❖ porter les taux d'allaitement exclusif au sein au cours des six premiers mois de la vie à au moins 50 pour cent;
- ❖ réduire et maintenir au-dessous de 5 pour cent l'émaciation chez l'enfant.

Le Cadre d'action est aussi conforme aux engagements pris lors de la soixante-sixième Assemblée mondiale de la santé visant à réduire de 25 pour cent les décès dus aux maladies non transmissibles d'ici à 2025, à réduire de 30 pour cent la consommation de sel et à stopper l'augmentation de la prévalence de l'obésité chez les adolescents et les adultes.

Le Cadre d'action offre la base technique qui permet d'adopter de grandes orientations en matière de politique générale et de stratégies et la mise au point et l'actualisation de plans d'action et d'investissements nationaux visant l'amélioration de la nutrition. Il propose aux autorités nationales des lignes directrices sur la manière de mettre en œuvre la Déclaration de Rome sur la nutrition, en partenariat avec des organisations de la société civile et des mouvements communautaires, des agriculteurs, des groupes de consommateurs, le secteur privé, le milieu de la recherche, des collectivités locales, des familles et des ménages, et avec l'assistance de la communauté internationale, y compris des organisations internationales et des institutions multilatérales de financement.

Les ressources, les besoins et les problèmes varient en fonction des différents pays et régions du monde et de leurs réalités propres. Il faut donc évaluer la situation de chaque pays afin de définir des priorités appropriées pour la formulation de plans d'action nationaux spécifiques et de concrétiser les engagements pris au niveau des politiques en vue d'améliorer le bien-être nutritionnel de la population. Pour ce faire, on doit tenir compte des impacts nutritionnels des plans généraux de développement et examiner les stratégies et plans de développement de tous les secteurs concernés.

2 MÉCANISMES INSTITUTIONNELS CONTRIBUANT À L'AMÉLIORATION DE LA NUTRITION

2.1 Environnements favorables

Au niveau national, la mise en place de conditions favorisant la lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes, notamment une meilleure gouvernance des systèmes alimentaires et des systèmes connexes, un contexte politique, économique et social stable et un environnement politique favorable, est associée à quatre facteurs essentiels: 1. Volonté politique et détermination en ce qui concerne l'adoption d'approches de nature à améliorer la nutrition de l'ensemble de la population, 2. Impulsion des autorités en faveur de progrès en matière de

nutrition à tous les niveaux, 3. Stratégies, politiques et programmes fondés sur des connaissances et des éléments probants, et 4. Capacités renforcées, solides et durables pour une action efficace.

2.2 Meilleure gouvernance au service de la nutrition

Six éléments particulièrement importants favorisent la bonne gouvernance des systèmes alimentaires et des systèmes connexes aux fins de l'amélioration de la nutrition.

Des politiques cohérentes entérinées par le gouvernement qui soient assorties d'objectifs explicites et de stratégies adaptées à la situation

Compte tenu de la multiplicité des causes et des facteurs de fond de la malnutrition et compte tenu de l'importance du contexte politique global, il faut établir dans le cadre de la gouvernance nationale des politiques qui visent à encourager la justice dans le domaine de la nutrition et promeuvent les actions susceptibles de traiter efficacement les causes et les facteurs de fond de la malnutrition propres aux différentes communautés. Il faut que les politiques comportent des objectifs explicites en matière de nutrition. L'élaboration de stratégies adaptées se doit de reposer sur la consultation régulière de tous les partenaires d'exécution, notamment les suivants: groupements de consommateurs et autres organisations de la société civile; producteurs, opérateurs du secteur de la transformation, distributeurs et vendeurs au détail de produits alimentaires; entreprises dont les activités intéressent la nutrition; nutritionnistes professionnels, chercheurs; éducateurs; employeurs et toute personne responsable d'actions sociales, de mécanismes de protection sociale et de secours d'urgence. Il convient que les stratégies portent sur les choix alimentaires des personnes et les contextes dans lesquels ces choix sont effectués.

Des arrangements institutionnels qui encouragent une collaboration efficace entre les divers secteurs

Les arrangements institutionnels doivent encourager une coordination, une coopération et une collaboration efficaces entre les secteurs, aux niveaux national, local et intermédiaire, garantir en particulier aux communautés les plus exposées à la malnutrition un accès équitable aux services essentiels et permettre un suivi régulier.

Un appui à une mise en œuvre performante à tous les niveaux

Des actions concertées visant à encourager la conception, la mise en œuvre et le suivi efficaces des initiatives et à stimuler les parties prenantes aux divers niveaux administratifs – local, district et province, accompagnées d'activités de mobilisation sociale, de plaidoyer et de communication intensives doivent permettre aux décideurs, à tous les niveaux, de coordonner les politiques nationales, les stratégies sectorielles et les procédures de suivi.

L'évaluation et la responsabilisation

Des évaluations régulières des progrès accomplis par les pouvoirs publics, aux niveaux national et local, ainsi que par les partenaires avec lesquels ils travaillent, peuvent considérablement favoriser la responsabilisation. À cet effet, il faut établir des processus grâce auxquels les personnes chargées de concevoir les stratégies et de mettre en œuvre les actions rendent régulièrement des comptes aux représentants de la population, par exemple, les parlementaires et les autres représentants nationaux et locaux. Il faut que les évaluations tiennent compte de facteurs tels que le changement climatique, les conflits

politiques, l'instabilité des prix des denrées alimentaires, la rareté de l'eau et la médiocrité de l'assainissement, l'impossibilité d'accéder à des services de santé, les conditions d'emploi préjudiciables à une bonne nutrition pendant la grossesse ou la petite enfance (par exemple en décourageant l'allaitement maternel) et la protection sociale insuffisante.

La participation des partenaires d'exécution

La participation de tous les partenaires qui appuient la mise en œuvre des politiques est déterminante. À cet effet, il faut mettre en place des mécanismes susceptibles d'encourager la coordination, les synergies entre actions et la concertation, pour corriger les problèmes ou les lacunes identifiés. La participation de multiples partenaires suppose confiance et respect de l'obligation de se rendre des comptes mutuellement: cela suppose que tous les partenaires fassent preuve de transparence et relèguent au deuxième plan les intérêts qui s'opposent aux politiques du gouvernement, aux stratégies d'exécution convenues ou aux droits de l'homme.

Un appui international en faveur de la gouvernance nationale de la nutrition

L'appui international en faveur de la gouvernance nationale doit être conçu de manière à aider les autorités nationales à établir concrètement et à mettre en œuvre leurs propres processus de gouvernance et doit comporter un appui à l'élaboration et l'application de normes internationales et à la mise en place de dispositions d'exécution garantissant dans la pratique un fonctionnement plus efficace des arrangements de gouvernance malgré leur complexité.

Actions prioritaires relatives à la gouvernance de la nutrition

Établir:

- *Un mécanisme de gouvernance intersectoriel qui mobilise l'ensemble du gouvernement et prévoit notamment la participation des administrations de niveaux local et intermédiaire.*
- *Des plates-formes rassemblant les multiples parties prenantes, y compris les communautés locales, et des mécanismes permettant d'éviter les conflits d'intérêts potentiels.*

2.3 Financement en faveur de l'amélioration des résultats dans le domaine de la nutrition

Les coûts de l'inaction étant élevés, les gains humains, sociaux et économiques potentiels de l'investissement dans l'amélioration de la nutrition – et la concrétisation des engagements énoncés dans la Déclaration de Rome – sont considérables. Il sera capital de continuer à investir à l'échelle mondiale et à l'échelle nationale.

Des fonds supplémentaires en faveur de la nutrition

Les interventions visant à combattre la malnutrition font partie des interventions les plus rentables en termes de développement¹². Les avantages économiques propices au développement qui sont apportés par la lutte contre la dénutrition sont très importants puisque

¹² Horton, S., Alderman, H., Rivera, J.A. (2008) *The challenge of hunger and malnutrition*. Consensus de Copenhague, Challenge Paper.

chaque USD investi aurait un rendement économique de 18 USD environ¹³. Les arguments économiques ne manquent pas non plus pour justifier la lutte contre l'obésité, le surpoids et les autres maladies liées au régime alimentaire. Le poids économique des maladies non transmissibles est colossal – à l'échelle mondiale, le coût total de la seule perte de productivité attribuée aux quatre principales maladies non transmissibles et aux troubles mentaux est estimé à 47 000 milliards d'USD au cours des deux prochaines décennies¹⁴.

Des investissements plus performants

La meilleure façon d'utiliser les ressources disponibles consiste à introduire ou à transposer à plus grande échelle des interventions spécifiquement axées sur la nutrition qui présentent un bon rapport coût-efficacité et reposent sur des faits probants. Il faut accompagner cette démarche d'investissements dans les secteurs qui entrent en ligne de compte (par exemple, l'agriculture, l'éducation, la santé, l'eau, l'assainissement, l'hygiène [ces trois derniers secteurs étant regroupés sous le terme WASH en anglais], etc.) et de stratégies de portée générale (par exemple pour la prise en compte des questions de parité hommes-femmes) qui tiennent compte de la question de la nutrition. Les investissements publics et privés dans les services et les infrastructures doivent être cohérents avec la mise en œuvre des stratégies et plans nationaux relatifs à la nutrition.

Les actions proposées, à la fois pour améliorer les résultats obtenus en matière de nutrition avec les investissements existants et pour mobiliser de nouveaux investissements dans ce domaine sont présentés ci-après.

Actions prioritaires relatives au financement en faveur de l'amélioration des résultats dans le domaine de la nutrition

- *Évaluer les coûts des plans nationaux en matière de nutrition ainsi que le déficit financier à combler.*
- *Encourager les pays fortement touchés par la malnutrition à allouer davantage de ressources publiques à la nutrition.*
- *Générer de nouvelles ressources au moyen de taxes nationales, de contributions volontaires et d'outils/ mécanismes de financement novateurs qui permettent de mobiliser des fonds d'une manière stable et prévisible.*
- *Catalyser les investissements privés en recourant à des outils de gestion des risques, à des modalités de crédit novatrices, à des partenariats public-privé, à des subventions judicieuses, aux transferts de fonds effectués par les migrants, etc.*
- *Aligner les investissements sur les plans nationaux et utiliser les circuits administratifs nationaux et les partenaires techniques existants pour la mise en œuvre.*

¹³ Valeur médiane du bénéfice: rapport des coûts tiré d'une étude modélisant les incidences de la prévention du retard de croissance chez un tiers des enfants jusqu'à l'âge de trois ans dans 17 pays fortement touchés par ce problème. Source: Hoddinott, J., Alderman, H., Behrman, J. R., Haddad, L., Horton, S. (2013). *The economic rationale for investing in stunting reduction*. GCC Working Paper Series, GCC 13-08.

¹⁴ Bloom, D.E., Cafiero, E.T., Jané-Llopis, E., Abrahams-Gessel, S., Bloom, L. R., Fathima, S., Feigl, A.B., Gaziano, T., Mowafi, M., Pandya, A., Prettnner, K., Rosenberg, L., Seligman, B., Stein, A.Z., & Weinstein, C. (2011). *The Global Economic Burden of Noncommunicable Diseases*. Genève: Forum économique mondial.

3 DE L'ENGAGEMENT À L'ACTION: CHOIX DE POLITIQUES ET DE PROGRAMMES

La lutte contre la malnutrition exige une vision commune et une approche multisectorielle qui comprend des interventions coordonnées, cohérentes et complémentaires dans les systèmes agricoles et alimentaires, la santé, la protection sociale, l'éducation et d'autres secteurs. Chaque pays choisit les interventions qui lui conviennent le mieux en fonction de ses plans, de ses priorités, de sa situation et des défis qu'il doit relever. Il est donc important que les décideurs comprennent la nature spécifique du problème de la malnutrition afin d'être en mesure de concevoir des interventions cohérentes à l'aide des données et des analyses les plus récentes.

3.1 Systèmes alimentaires

Les systèmes alimentaires déterminent la quantité, en termes de calories, et la qualité, en termes de variété, de teneur en éléments nutritifs et de sécurité sanitaire, des aliments disponibles. La consommation en quantité et en qualité d'aliments aussi divers que variés fournit les nutriments qui sont nécessaires pour mener une vie saine. Il est donc essentiel, lorsque l'on conçoit un système alimentaire en vue de favoriser une alimentation saine et d'obtenir de meilleurs résultats sur le plan nutritionnel, de bien le comprendre afin de choisir les options les plus viables qui permettront d'améliorer la nutrition.

Les systèmes alimentaires – qui englobent la production ainsi que toutes les activités menées de bout en bout de la chaîne d'approvisionnement, notamment la manutention, la transformation, le stockage, le transport, la commercialisation, la distribution et le comportement des consommateurs – offrent de nombreuses possibilités pour améliorer les régimes alimentaires et la nutrition. Certains ont comme objectif principal d'améliorer la nutrition, tandis que d'autres, dont ce n'est pas le but premier, ont une incidence indirecte sur celle-ci. Les interventions qui sont mises en œuvre isolément ont un impact moindre dans un système aussi complexe et ont moins de chance de réussir que celles qui inscrivent les systèmes alimentaires dans une vision globale. En effet, la prise en compte de l'ensemble du système alimentaire fournit un cadre qui permet de déterminer, concevoir et mettre en œuvre des interventions visant à améliorer la nutrition.

Les chaînes d'approvisionnement tant modernes que traditionnelles présentent des risques sur le plan de l'amélioration de la production, mais aussi des possibilités. Les chaînes d'approvisionnement traditionnelles sont le principal canal par lequel la plupart des consommateurs à faible revenu achètent de la nourriture. Améliorer l'efficacité des chaînes de valeur alimentaires traditionnelles peut permettre d'obtenir de meilleurs résultats nutritionnels ; il faut pour cela faciliter l'accès des consommateurs à faible revenu à des aliments riches en nutriments et sains, tels que les aliments d'origine animale, les légumineuses, certains légumes et fruits.

Les chaînes d'approvisionnement modernes sont importantes pour conserver la valeur nutritionnelle des aliments et accroître la disponibilité d'un large éventail d'aliments toute l'année et à un prix abordable. Les secteurs modernes de la transformation et de la distribution accroissent la disponibilité des aliments d'origine animale, des fruits et des légumes, améliorent l'accès à ces produits alimentaires, facilitent l'utilisation de la chaîne du froid pour le stockage,

favorisent l'établissement de normes de sécurité alimentaire et encouragent l'enrichissement des aliments pour traiter les carences spécifiques en micronutriments. Cependant, ces secteurs augmentent également la disponibilité d'aliments très élaborés de faible valeur nutritive qui contribuent au développement de l'obésité et des maladies non contagieuses liées à l'alimentation.

Les buts et objectifs de la nutrition doivent être pris en compte avec les autres fonctions et objectifs des systèmes alimentaires. Des compromis entre la réalisation des objectifs en matière de nutrition et d'autres objectifs doivent être adoptés, et des solutions «gagnant-gagnant» doivent être trouvées, comme les investissements dans les infrastructures rurales (par exemple, les routes de desserte et les installations d'irrigation), la recherche, les technologies de la transformation des aliments et la diffusion d'information sur les marchés, ce qui peut avoir pour effet d'augmenter la production alimentaire, de réduire les prix à la consommation, d'augmenter les revenus des agriculteurs et d'améliorer la nutrition. Le secteur privé proposera des régimes alimentaires mieux adaptés sur le plan nutritionnel et de manière plus durable lorsqu'il y trouvera son compte. Dès lors, des règlements et des mesures appropriés peuvent améliorer la compatibilité entre les signaux émis par le marché et l'amélioration de la nutrition.

Par ailleurs, la hausse de la productivité et la croissance économique peuvent améliorer les résultats en matière de nutrition. En effet, les améliorations apportées aux techniques agricoles, de production alimentaires et d'autres qui réduisent le temps de travail des femmes, améliorent le bien-être de celles-ci ainsi que la nutrition des populations en libérant du temps pour la garde d'enfants, la préparation des aliments et l'accès à l'eau potable, et en augmentant les revenus. Les gains de productivité peuvent réduire les coûts unitaires nets, accroître les revenus des agriculteurs et abaisser les prix des produits alimentaires et donc avoir des effets positifs sur la nutrition et la croissance économique. La diversité croissante de la production d'aliments peut diminuer les risques liés à la production, améliorer la nutrition, contribuer à la santé des écosystèmes et accroître les revenus et le bien-être des agriculteurs. En conséquence, un objectif politique qui met la priorité sur l'amélioration de la nutrition peut stimuler la croissance économique, la création de revenus et l'efficacité, notamment dans le développement en faveur des pauvres, grâce à l'autonomisation, l'équité et le bien-être social.

La croissance des revenus est associée à une réduction de la sous-alimentation. Toutefois, la croissance des revenus ne peut améliorer les modes de consommation alimentaire que si elle est accompagnée par des actions spécifiques visant à améliorer l'adéquation et de la qualité des aliments afin de réduire la malnutrition sous toutes ses formes.

Les politiques fondées sur des systèmes alimentaires qui visent à réduire la malnutrition en améliorant le pouvoir d'achat ont de meilleures chances de succès lorsqu'elles sont mises en œuvre dans un contexte plus large de politiques favorables aux pauvres, notamment les mesures de protection sociale et d'autres mesures de réduction des risques.

Une alimentation saine est composée de manière équilibrée et adéquate d'aliments qui fournissent des macronutriments (glucides, lipides et protéines) en quantités suffisantes ainsi que des micronutriments essentiels (vitamines et minéraux). Une alimentation qui associe des céréales, des légumineuses, des légumes, des fruits et des aliments d'origine animale fournit les

apports nutritifs adéquats à la plupart des personnes, même si des suppléments peuvent être nécessaires pour certaines populations, par exemple, en cas d'urgence humanitaire.

Pour une santé optimale, l'OMS recommande que les régimes alimentaires respectent les critères suivants:

- les besoins quotidiens en énergie, vitamines et minéraux sont satisfaits, mais l'apport énergétique ne les dépasse pas;
- la consommation de fruits et légumes dépasse les 500 g par jour;
- l'apport de graisses saturées est inférieur à 10 pour cent de l'apport énergétique total;
- l'apport d'acides gras trans est inférieur à 2 pour cent de l'apport total en matières grasses;
- l'apport de sucres libres est inférieur à 10 pour cent de l'apport énergétique total ou, de préférence, inférieur à 5 pour cent;
- l'apport de sel est inférieur à 5 g par jour;
- un apport adéquat en aliments d'origine animale est garanti chez les enfants de moins de cinq ans.

La diversité alimentaire est un facteur déterminant de l'état nutritionnel, mais la consommation d'aliments riches en nutriments est très sensible aux revenus et aux prix, en particulier pour les consommateurs à faible revenu. La priorité des décideurs devrait être de protéger la qualité nutritionnelle des aliments, et pas uniquement de s'intéresser à l'adéquation de l'apport énergétique alimentaire. Pour améliorer les régimes alimentaires, il est nécessaire de satisfaire les besoins nutritionnels de base en proposant des solutions abordables. Il convient également de répondre aux besoins urgents des populations vulnérables tout en renforçant la capacité de résistance à long terme, notamment en améliorant le ciblage, en cernant les problèmes, en concevant des programmes adaptés et en assurant leur suivi et leur évaluation.

Il est essentiel de faire en sorte que les systèmes améliorent davantage la nutrition, pour que les aliments soient disponibles, accessibles, variés et nutritifs, mais il est tout aussi important d'aider les consommateurs à faire des choix alimentaires sains. Cependant, les pouvoirs publics, les organisations internationales, le secteur privé et la société civile peuvent, les uns comme les autres, aider le consommateur à faire des choix plus sains, non seulement en veillant à ce qu'il ait accès à des aliments plus nutritifs mais aussi en lui fournissant des informations claires et précises. Une éducation nutritionnelle populaire doit être associée à d'autres efforts visant à améliorer la nutrition, car des contraintes de temps ou de revenus peuvent empêcher les personnes d'adopter individuellement des comportements alimentaires plus appropriés.

Des interventions tenant compte des rôles joués par les hommes et les femmes peuvent améliorer les résultats nutritionnels en reconnaissant le rôle essentiel des femmes dans la nutrition, au travers notamment de la production alimentaire, de la fourniture de nourriture et de main-d'œuvre. Les femmes sont également actives dans diverses parties du système alimentaire, y compris la commercialisation et la transformation des aliments. L'augmentation du revenu des femmes a des implications considérables sur les résultats nutritionnels, car les femmes gèrent les ressources limitées des ménages et influent sur les habitudes de consommation alimentaire de leurs membres. Les femmes qui ont des revenus plus importants

ont généralement un plus grand pouvoir de négociation au sein du ménage, ce qui leur permet d'exercer plus d'influence sur la consommation, l'investissement et la production, et d'obtenir souvent de meilleurs résultats en matière de nutrition, de santé et d'éducation, surtout pour les enfants.

Il existe des possibilités pour améliorer la qualité et la sécurité nutritionnelles à chaque étape de la chaîne, de la production à la consommation («de la fourche à la fourchette»). De même, la nutrition peut être améliorée en identifiant les points critiques de la chaîne entre la production et de la consommation alimentaire. Une meilleure nutrition des plantes – au moyen de la bio-fortification, des engrais enrichis en micronutriments et de l'amélioration des sols – peut augmenter les valeurs nutritives des cultures et donc de la nutrition humaine. De meilleures conditions de stockage, de conservation et de transformation (y compris l'enrichissement des aliments) pour les cultures, le bétail, le poisson ou les aliments issus de la cueillette peuvent également y contribuer, tant au niveau de l'exploitation que du commerce. Une amélioration de la production, de la transformation ou de la commercialisation, par exemple une participation plus large des communautés à la transformation des aliments après la récolte, ainsi que la réduction des pertes subies après la récolte, peut réduire les prix relatifs des aliments plus nutritifs ou le temps qu'il faut pour les obtenir ou les préparer.

Pour lutter contre la malnutrition, nous devons augmenter durablement la production et les disponibilités alimentaires tout en veillant à ce que les ménages pauvres aient accès à une alimentation de bonne qualité, saine et adéquate sur le plan nutritionnel, et aux connaissances nécessaires pour sélectionner, transformer et préparer ces aliments.

Dans les situations d'urgence, les interventions nutritionnelles ont tendance à se concentrer sur la dénutrition aiguë par le biais de l'alimentation thérapeutique et l'aide alimentaire. Ces interventions, qui sont cruciales pour sauver des vies à court terme, ne s'attaquent pas aux causes profondes de la malnutrition. Il faut donc souvent fournir une assistance pour rétablir la production alimentaire locale et l'accès de la communauté à des aliments sains et nutritifs, tout en veillant à ce que les ménages soient en mesure de faire un usage optimal de la nourriture disponible. Les réponses fondées sur l'agriculture et l'alimentation sont diverses et consistent notamment à diversifier la production alimentaire, améliorer les conditions de stockage et diversifier les stratégies de subsistance et les programmes d'éducation nutritionnelle, tous conçus, mis en œuvre et contrôlés dans une optique nutritionnelle et dans un cadre de gestion des risques de catastrophes. La mise au point d'interventions d'urgence permettant de répondre en temps opportun aux catastrophes naturelles et aux dérèglements provoqués par l'homme peut contribuer à atténuer la vulnérabilité nutritionnelle des personnes touchées.

Actions prioritaires

- *Examiner les politiques nationales et sectorielles existantes qui ont une incidence sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, puis cerner les domaines qui présentent des incohérences et corriger celles-ci;*
- *Examiner les investissements publics afin de les rendre plus cohérents, en vue d'améliorer l'approvisionnement en nourriture et en eau;*
- *Promouvoir et appuyer des initiatives telles que les jardins potagers et les fermes scolaires afin d'éduquer les jeunes aux régimes alimentaires appropriés;*

- *Aider les services de vulgarisation à promouvoir la diversité alimentaire en collaboration avec les chercheurs, les petits agriculteurs et les communautés locales;*
- *Renforcer les installations destinées à la production et la transformation locales des aliments;*
- *Promouvoir la culture potagère familiale, les petites entreprises de pisciculture et la gestion de petits animaux, notamment les variétés écologiquement appropriées à haute valeur nutritionnelle, afin de créer des sources de revenus et de produits frais locaux;*
- *Intégrer des objectifs nutritionnels explicites dans les priorités concernant les activités de recherche, d'élaboration et de mise en œuvre des programmes et des politiques stratégiques agricoles afin qu'ils ne soient pas préjudiciables pour la nutrition et que les possibilités d'améliorer la nutrition sont bien utilisées;*
- *Analyser les causes, l'ampleur et les dimensions de la malnutrition, déterminer qui est affecté, et recenser les possibilités de mettre en œuvre des interventions efficaces d'une ampleur correspondante, ainsi que les obstacles qui s'y opposent.*
- *Promouvoir la qualité et de la diversité des aliments en:*
 - *recensant les variétés locales nutritives et/ou en élaborant de nouvelles variétés végétales présentant une amélioration de la teneur en éléments nutritifs et une meilleure tolérance à la disponibilité d'eau limitée, qui est un des principaux facteurs limitant les rendements des cultures;*
 - *diversifiant les cultures et en améliorant les méthodes de stockage, de conservation et d'autres approches visant à réduire l'insécurité alimentaire saisonnière et la perte de valeur nutritive;*
 - *favorisant la consommation d'aliments à valeur nutritive améliorée à des prix abordables;*
 - *mettant en avant les aliments disponibles localement, riches en nutriments et d'un prix abordable grâce à des stratégies d'éducation et de communication innovantes, notamment l'éducation à la santé, la vulgarisation agricole et des campagnes médiatiques;*
- *recensant les bonnes pratiques permettant d'améliorer les approches agricoles et alimentaires axées sur la nutrition et en encourageant leur adoption à grande échelle;*
- *remédiant aux carences en micronutriments grâce à des approches durables fondées sur l'alimentation afin d'améliorer l'état nutritionnel des populations, notamment en:*
 - *favorisant la diffusion d'informations sur la nutrition et les interventions durables axées sur l'alimentation, qui encouragent la diversification des régimes alimentaires en insistant sur la production, l'accès et la consommation d'aliments riches en micronutriments, y compris les aliments traditionnels appropriés;*
 - *promouvant des techniques de transformation et de conservation qui préservent les micronutriments, en particulier lorsque les aliments riches en micronutriments ne sont disponibles que de manière saisonnière;*
 - *renforçant durablement les capacités institutionnelles et les ressources humaines, notamment par la formation des professionnels, des non professionnels et des chefs des communautés, afin de corriger les carences en micronutriments;*
- *encourageant la bio-fortification qui, en intégrant des niveaux plus élevés de nutriments essentiels dans les cultures de base grâce à des pratiques agronomiques, pourrait ainsi réduire considérablement la sous-alimentation et les carences en micronutriments. Le succès dépend aussi de la sensibilité aux préférences culturelles, des changements de comportement et des informations adéquates sur l'opportunité nutritionnelle des cultures bio-fortifiées.*

3.1.1 Environnements alimentaires

Les stratégies globales d'amélioration de la disponibilité et de la consommation d'aliments sains doivent comprendre des mesures visant à créer des environnements alimentaires sûrs et à responsabiliser les consommateurs. Tout comme l'information et l'éducation permettent de mettre l'accent sur des choix alimentaires judicieux, ces stratégies exigent la mise en œuvre de mesures permettant de modifier les environnements alimentaires afin d'améliorer la disponibilité et l'acceptabilité d'aliments sains et faciliter l'accès à ces produits.

Elles doivent avoir pour but d'apporter un certain nombre de changements spécifiques dans l'alimentation, comme indiqué dans le Plan d'action mondial contre les maladies non transmissibles (MNT), notamment:

- réduire le niveau de sel/sodium ajouté aux aliments préparés ou transformés;
- accroître la disponibilité, l'accessibilité et la consommation de fruits et légumes;
- réduire les acides gras saturés (AGS) dans les aliments et les remplacer par des acides gras insaturés;
- remplacer les graisses trans par des graisses insaturées;
- réduire la teneur en sucres libres et ajoutés dans les boissons alimentaires et non-alcoolisées;
- limiter la consommation excessive de calories, réduire les portions et la valeur énergétique des aliments.

Le Plan d'action mondial de l'OMS contre les MNT¹⁵ présente un éventail d'options stratégiques permettant aux États membres de promouvoir une alimentation saine et de progresser vers la réalisation des objectifs susmentionnés. Un ensemble d'actions clés est également proposé dans le Plan d'application global sur la santé maternelle, infantile et la nutrition du jeune enfant¹⁶. Il existe également des instruments pour aider les États membres à prendre des mesures dans ces domaines, notamment la série de recommandations de l'OMS sur la commercialisation des aliments et des boissons non alcoolisées destinés aux enfants, le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel et les normes internationales établies par le Codex Alimentarius.

Il existe un certain nombre d'options de politiques et de mesures suggérées qui peuvent être utilisées pour créer un environnement plus sûr favorisant une alimentation saine (y compris l'allaitement).

¹⁵ Organisation mondiale de la Santé. *Global action plan for the prevention and control of noncommunicable diseases 2013-2020*. Genève, 2013.

¹⁶ Organisation mondiale de la Santé. *Comprehensive implementation plan on maternal, infant and young child nutrition*. Genève, 2014.

Actions prioritaires pour améliorer l'environnement alimentaire

Appliquer des normes dans les établissements publics et les lieux de travail

- *Améliorer l'environnement alimentaire scolaire en fixant des normes nutritionnelles ou alimentaires pour les aliments disponibles à l'école (repas, distributeurs automatiques, etc.) ainsi que des normes pour les aliments disponibles dans le voisinage immédiat des écoles, en fabriquant des aliments qui peuvent faire partie d'une alimentation saine plus directement accessible, et en assurant le libre accès à une eau potable saine;*
- *Établir et appliquer des normes pour la fourniture d'aliments sains et abordables dans d'autres institutions publiques, comme les hôpitaux, les garderies, les universités, les services publics et les prisons; Ces institutions devraient également créer une «matrice de choix» alimentaires sains et fournir des installations pour l'allaitement maternel;*
- *Encourager les entreprises privées à fournir des repas sains dans leur milieu de travail et aménager des salles adaptées pour l'allaitement maternel;*
- *Établir des normes pour la fourniture d'aliments sains et abordables grâce à des programmes de soutien social.*

Promouvoir une alimentation saine

- *Renforcer les mesures d'incitation permettant de produire des aliments riches en éléments nutritifs et de les transformer et commercialiser dans la chaîne de valeur à toutes les échelles.*
- *Introduire des mesures réglementaires afin que les graisses trans produites industriellement soient éliminées dans les aliments et les boissons.*

Encourager l'adoption de choix alimentaires sains

- *Définir les incitations et les règles permettant de créer des environnements de restauration, de services alimentaires et de distribution caractérisés par des repas sains et abordables. Il peut s'agir de réductions de prix concernant les aliments riches en éléments nutritifs, de mesures incitant les détaillants à s'installer dans des zones mal desservies et de mesures visant à influencer sur la taille des portions.*
- *Créer des mesures fiscales incitatives et dissuasives pour encourager une alimentation saine en réduisant le coût des régimes alimentaires plus sains par rapport à ceux qui sont moins sains.*

Réglementer les circuits commerciaux

- *Mettre en œuvre l'ensemble des recommandations de l'OMS sur la commercialisation des aliments et boissons non alcoolisés destinés aux enfants.*

3.1.2 Une alimentation saine durable

Les facteurs environnementaux – tels que le changement climatique, la variabilité climatique et les phénomènes météorologiques extrêmes – ont une incidence sur l'agriculture, les systèmes alimentaires et d'autres facteurs déterminants de la nutrition. Les changements dans les régimes des températures et des précipitations influent sur la production et la productivité et, par conséquent, sur les types de cultures qui peuvent être cultivées ou les types d'animaux (bétail, petits animaux, et poissons) qui peuvent être élevés ou capturés. Inversement, les systèmes alimentaires eux-mêmes ont un impact majeur sur l'environnement, et la production alimentaire est un contributeur majeur aux émissions de gaz à effet de serre. Il est essentiel que les secteurs de l'environnement, de l'agriculture et de l'alimentation fassent l'objet de politiques cohérentes,

et il est nécessaire que les principes communs au développement durable fassent l'objet d'un accord si l'on veut promouvoir une alimentation saine.

Actions prioritaires pour une alimentation saine et durable'

- *Élaborer un ensemble clair et robuste de lignes directrices concernant les pratiques durables utilisées dans la production alimentaire;*
- *Encourager les pratiques de production alimentaire qui améliorent la capacité de résistance au changement climatique et réduisent l'utilisation d'intrants tels que l'eau, les produits agro-chimiques et l'énergie;*
- *Mettre au point d'autres instruments de politiques, tels que les incitations économiques, la réglementation de l'environnement, les labels de durabilité, les politiques publiques d'achat de denrées alimentaires, l'éducation et la sensibilisation, afin de mettre en place des systèmes alimentaires plus durables.*

3.2 Protection sociale

En 2012, l'Assemblée générale des Nations Unies a instamment demandé l'institutionnalisation progressive d'un système de protection sociale généralisé, à commencer par l'établissement universel d'un socle de protection sociale minimal. L'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition doit être un élément prioritaire majeur de la protection sociale. Compte tenu des progrès à la fois modestes et inégaux observés ces dernières décennies en termes de recul de la pauvreté, de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition et étant donné que, en ce qui concerne l'avenir proche, les perspectives actuelles de croissance généralisée sur les plans de l'économie et de l'emploi sont peu encourageantes dans la majeure partie du monde, il sera nécessaire d'assurer une protection sociale généralisée pour éliminer la pauvreté, la faim et la dénutrition d'ici à 2030. Des programmes de protection sociale judicieusement conçus, pris en main par les pays et axés sur le développement peuvent s'avérer suffisants pour appuyer d'une manière rapide et fiable la lutte contre la dénutrition, à la fois à court terme et à long terme.

Diverses modalités de protection sociale peuvent être conçues pour améliorer les régimes alimentaires en facilitant l'accès aux produits alimentaires et en renforçant la résilience. Les revenus supplémentaires, quant à eux, entraîneront un accroissement des dépenses locales et une hausse de la demande de produits locaux, notamment les denrées alimentaires, et pourront améliorer tangiblement la situation en permettant aux pauvres de diversifier leur alimentation. Judicieusement conçue, la protection sociale peut contribuer à améliorer la résilience et les ressources productives des petits producteurs et déboucher ainsi sur un accroissement de la production et de la productivité, à la fois en exploitation et hors exploitation, ce qui accélère le passage de la protection à la production. Il est donc capital de mettre en place des mesures complémentaires efficaces qui promeuvent aussi les investissements productifs et le renforcement de la résilience.

Il est souvent arrivé que l'offre de denrées alimentaires locales soit compromise par des catastrophes naturelles et des catastrophes provoquées par l'homme (par exemple, recrudescence des phénomènes climatiques extrêmes, réchauffement mondial, désertification, diminution des réserves d'eau dans les sols, hausse des prix des denrées alimentaires, volatilité croissante des prix, conflits violents, etc.), exposant un peu plus les populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition. Les interventions consistant à mettre en place des

mécanismes de protection sociale peuvent jouer un rôle crucial en permettant de surmonter les pénuries alimentaires temporaires pendant les situations d'urgence humanitaire et en garantissant un accès équitable en particulier aux personnes les plus vulnérables. Il est important de prévoir des produits alimentaires riches en éléments nutritifs, autres que les céréales, dans ces mécanismes, pour lutter contre les carences en micronutriments. Mais, si l'apport de compléments nutritionnels est effectivement indispensable dans de telles circonstances, la diversification du régime alimentaire demeure le principal moyen durable de lutter contre la dénutrition, y compris la «faim cachée».

Actions prioritaires relatives à la protection sociale

- *Mettre en œuvre des programmes de protection sociale judicieusement conçus qui soit pris en main par les pays et axés sur le développement. Les options politiques et les actions proposées sont les suivantes:*
 - *Les transferts monétaires et les transferts de produits alimentaires ainsi que toute autre modalité de protection sociale qui améliore les régimes alimentaires en facilitant l'accès aux denrées et en renforçant la résilience, entraînent aussi un accroissement des dépenses locales et des ressources productives des petits producteurs, ce qui se traduit par une augmentation de la production et de la productivité, à la fois en exploitation et hors exploitation.*
 - *Certains gouvernements ont mis en œuvre des programmes publics pour l'emploi qui offrent du travail rémunéré (souvent à des travailleurs manuels non qualifiés), dans le but d'améliorer substantiellement les revenus, en particulier ceux des femmes rurales, les infrastructures et les services communautaires.*
 - *Mécanismes publics de distribution alimentaire. Les incidences des transferts alimentaires en nature ont été sensiblement plus importantes que celles des transferts monétaires lorsque les produits alimentaires n'étaient pas disponibles sur le marché, ce qui est le cas en particulier dans les situations d'urgence, dans la mesure où les transferts monétaires peuvent avoir un effet inflationniste qui contribue à faire augmenter un peu plus les prix des denrées locales. Il faut que les produits alimentaires distribués dans le cadre de ces mécanismes soient adaptés sur le plan nutritionnel.*
 - *L'alimentation au cours des «1000 premiers jours», quand la sensibilité aux carences nutritionnelles est la plus critique, doit bénéficier d'une attention spéciale. Des interventions bien ciblées peuvent donner des résultats substantiels. Mais le suivi au cours des 1000 jours successifs, avant que la plupart des enfants ne soient scolarisés, doit aussi mobiliser d'avantage d'attention.*
 - *La protection sociale peut être conçue de manière à avoir autant d'incidences positives que possible. Par exemple, les programmes d'alimentation scolaire ne peuvent pas se limiter à garantir la diversité du régime alimentaire grâce aux repas scolaires quotidiens, mais favoriser aussi l'assiduité des écoliers et encourager les petits exploitants agricoles à coopérer en fournissant régulièrement les produits alimentaires nécessaires, ce qui entraîne une hausse des revenus et promeut la coopération communautaire ainsi que l'offre d'aliments plus sains sur les marchés locaux.*
 - *Il peut être utile d'améliorer le ciblage en se plaçant dans l'optique de la nutrition pour identifier les personnes, les ménages et/ou les communautés qui sont les plus vulnérables sur le plan nutritionnel.*
 - *Garantir une couverture universelle.*

3.3 Santé

Le secteur de la santé a un rôle vital à jouer dans l'amélioration de la nutrition. Mais, de plus en plus, les systèmes de services de santé doivent relever de nouveaux défis pour faire face à l'évolution permanente des multiples formes de la malnutrition et de leurs conséquences sur la

santé. Il faut mettre en place des systèmes de services de santé robustes pour prévenir et traiter la dénutrition ainsi que les infections récurrentes qui peuvent aggraver la malnutrition. De plus, ces systèmes doivent aussi traiter les problèmes sanitaires à long terme que génèrent le surpoids et l'obésité mais aussi les maladies non transmissibles – y compris les diabètes, le cancer et les maladies cardio-vasculaires – auxquelles le surpoids et l'obésité contribuent. Les actions visant à lutter contre les multiples formes de la malnutrition ont été décrites dans le Plan d'application exhaustif concernant la nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant approuvé par l'Assemblée mondiale de la Santé (WHA) en 2012¹⁷. En outre, les gouvernements doivent continuer à œuvrer à la réalisation des objectifs du Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles, de manière à ce que leurs systèmes de services de santé puissent faire face au défi croissant que constituent les maladies non transmissibles qui sont favorisées par la malnutrition.

Pour que les systèmes de services de santé contribuent effectivement à l'amélioration de la nutrition, il est essentiel que tout le monde puisse accéder aux services de santé, y compris les personnes les plus marginalisées et les plus vulnérables. À cet effet, l'établissement d'un système de protection universel en matière de santé (y compris la protection financière contre les risques, l'accès aux services de santé de base et l'accès à des médicaments et des vaccins essentiels qui soient sûrs, efficaces et abordables pour tous) doit être intégré dans le programme de développement pour l'après-2015.

Actions prioritaires relatives aux systèmes de services de santé

- *La question de la nutrition doit être pleinement intégrée dans chacun des éléments constitutifs des systèmes de services de santé. Ces éléments sont, par exemple, les stratégies en matière de ressources humaines, les médicaments essentiels, la gouvernance, l'information et le suivi, le financement du système de santé et la prestation des services.*

3.3.1 Exécution d'interventions performantes dans le domaine de la nutrition

Pour améliorer la nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a mis au point un ensemble d'interventions directes efficaces dans le domaine de la nutrition¹⁸. Pour améliorer la nutrition par l'intermédiaire des systèmes de services de santé, les États Membres pourraient intégrer dans les services de santé intéressant les mères, les enfants et les adolescents celles de ces interventions à l'efficacité démontrée qui sont adaptées au pays, et garantir l'accès universel.

Lors de l'élaboration des politiques et des programmes, il est impératif d'accorder une attention spéciale à la nutrition des mères, des nourrissons et des jeunes enfants. Les 1 000 premiers jours

¹⁷ Organisation mondiale de la Santé. *Plan d'application exhaustif concernant la nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant*. Genève, 2014.

¹⁸ Organisation mondiale de la Santé. *Essential Nutrition Actions: improving maternal, newborn, infant and young child health and nutrition*. Genève, 2013.

sont critiques et ont des incidences durables sur la survie, la santé et le développement de l'individu¹⁹.

Il faut investir dans les interventions portant spécifiquement sur la nutrition et les transposer à plus grande échelle, dans trois domaines essentiels: l'alimentation optimale des nourrissons et des jeunes enfants, la lutte contre les carences en micronutriments et l'amélioration de la situation nutritionnelle maternelle avant et pendant la grossesse. Il est urgent d'intervenir pour transposer à plus grande échelle les interventions visant à lutter contre la malnutrition aiguë et chronique (retard de croissance) chez l'enfant et contre l'anémie chez l'enfant, l'adolescente et la femme en âge de procréer.

Les enfants souffrant de dépérissement grave seraient en moyenne 11 fois plus exposés à la mort que les enfants en bonne santé. On estime que, à tout moment, 51 millions d'enfants de moins de cinq ans souffrent de dépérissement dans le monde (selon le rapport poids sur taille de la population de référence), dont 17 millions seraient touchés par une forme grave. À l'échelle mondiale, seuls quelque 14 pour cent des enfants concernés sont actuellement atteints par des services capables de les soigner, un pourcentage qui, dans certains pays, est considérablement plus faible. Ces statistiques soulèvent de sérieuses préoccupations dans la communauté mondiale compte tenu du lien démontré qui existe entre le dépérissement et la mortalité.

Actions prioritaires relatives à la lutte contre le dépérissement

- *Mieux identifier, mesurer et comprendre le dépérissement.*
- *Encourager et commander des recherches sur les liens qui existent entre le dépérissement et le retard de croissance afin de mieux les comprendre et de tirer un avantage maximal des investissements actuellement réalisés dans les programmes de nutrition.*
- *Élaborer des méthodes améliorées d'identification et de traitement du dépérissement, et créer des passerelles entre les deux, à la fois à l'intérieur du secteur de la santé et plus généralement dans les autres secteurs.*
- *Rassembler rapidement des faits probants pour élaborer des stratégies de prévention efficaces permettant de faire reculer le dépérissement, qui puissent être traduites en mesures concrètes.*

Le retard de croissance est un marqueur de risque bien connu, associé à un mauvais développement de l'enfant. Plus spécifiquement, un retard de croissance avant l'âge de deux ans laisse prévoir des progrès cognitifs et éducationnels limités plus tard dans l'enfance et l'adolescence et a des conséquences importantes du point de vue de l'éducation et de l'économie aux niveaux de l'individu, du ménage et de la communauté. Il a été estimé que les enfants souffrant d'un retard de croissance gagneraient à l'âge adulte 20 pour cent de moins que les individus n'en ayant jamais souffert. Le retard de croissance commence dès la période intra-utérine et résulte d'interactions complexes entre les influences du ménage, de l'environnement et

¹⁹ En 2012, l'Assemblée mondiale de la Santé a adopté un Plan d'application exhaustif concernant la nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant afin d'atteindre les objectifs mondiaux en matière de nutrition fixés pour 2025. Le Partenariat 1 000 jours rassemble des parties prenantes issues de différents secteurs pour promouvoir des actions ciblées visant à améliorer la nutrition pendant cette période critique, une période qui est également au cœur des activités d'autres initiatives mondiales, telles que le mouvement Scaling Up Nutrition (SUN) et le Défi faim zéro du Secrétaire général des Nations Unies.

des milieux socioéconomique, politique et culturel. Pour résoudre le problème de la meilleure manière possible, les interventions portant directement sur la nutrition doivent donc être intégrées et exécutées en parallèle avec des interventions qui tiennent compte de la nutrition.

Actions prioritaires relatives à la lutte contre le retard de croissance

- *Mettre en œuvre des politiques et/ou renforcer les interventions visant à améliorer la nutrition et la santé de la mère, en commençant dès l'adolescence chez les filles (complémentation hebdomadaire en fer et en folate, prévention et traitement des infections, complémentation en nutriments pendant la grossesse et mesures de protection maternelle promouvant les soins pré et post natal).*
- *Faciliter et promouvoir l'allaitement naturel exclusif pendant les six premiers mois pour garantir une nutrition «sans danger» sur le plan sanitaire et protéger les nourrissons des infections gastro-intestinales.*
- *Promouvoir la consommation d'aliments sains et diversifiés, notamment les aliments de qualité riches en éléments nutritifs, pendant la période d'alimentation d'appoint (six à 23 mois).*
- *Améliorer la consommation de micronutriments grâce à l'enrichissement des aliments et à l'utilisation d'aliments d'appoint et recourir aux compléments alimentaires le cas échéant.*
- *Encourager les bonnes pratiques de stockage et de manutention des aliments pour éviter les infections d'origine microbienne et la présence de mycotoxines et renforcer les interventions communautaires visant à protéger les enfants des infections (diarrhées et paludisme), des vers intestinaux et des causes environnementales d'infections subcliniques, grâce à une amélioration de l'eau consommée, de l'assainissement et de l'hygiène.*
- *Prévoir une évaluation linéaire de la croissance dans les examens de santé routiniers des enfants, de manière à fournir en temps réel une information essentielle permettant de fixer des objectifs et de suivre les progrès.*
- *Intégrer la question de la nutrition dans les stratégies visant à promouvoir la santé et renforcer les capacités de prestation de services en ce qui concerne les soins de santé primaire.*

L'anémie altère la santé et le bien-être des femmes et accroît le risque de problèmes chez la mère et le nouveau-né. L'échec de la lutte contre l'anémie a pour effets de condamner des millions de femmes à ne jouir que d'une santé et d'une qualité de vie dégradées, de réduire le développement et la capacité d'apprentissage de générations d'enfants et de saper la productivité économique de communautés et de nations entières. Plusieurs types d'interventions axées sur la nutrition ou tenant compte de la question de la nutrition (y compris la prévention des infections et les soins de santé dans le domaine de la procréation) peuvent servir de support à la lutte contre l'anémie et peuvent être exécutées dans le cadre du système de services de santé.

Actions prioritaires relatives à la lutte contre l'anémie chez les femmes en âge de procréer

- *Fournir aux femmes enceintes une complémentation en fer et en acide folique.*
- *Fournir aux femmes une complémentation intermittente en fer et en acide folique pendant le cycle menstruel.*
- *Encourager la production d'aliments riches en éléments nutritifs à l'intention des populations exposées à l'anémie.*
- *Encourager la production locale d'aliments enrichis, par exemple la farine, l'huile, le sel enrichis.*
- *Promouvoir la production locale d'aliments bio enrichis.*

- *Garantir l'offre d'aliments sains dans les écoles et les établissements préscolaires.*
- *Assurer une éducation nutritionnelle dans les écoles.*
- *Recourir au marketing social pour promouvoir la consommation d'aliments enrichis, la complémentation en fer et le déparasitage.*

3.3.2 Exécution d'interventions sanitaires ayant des incidences sur la nutrition

Outre la mise en œuvre d'interventions axées sur la nutrition qui ont des incidences directes dans ce domaine, les systèmes de services de santé ont aussi un rôle important à jouer dans la mise en œuvre d'autres types d'interventions sanitaires ayant également des incidences sur la nutrition. Il s'agit notamment des interventions visant à prévenir et traiter les infections qui aggravent les problèmes de nutrition et peuvent être aggravées par eux et des interventions visant à répondre aux besoins des femmes en matière de santé de la procréation afin de briser le cycle intergénérationnel de la malnutrition.

Prévention et traitement des maladies infectieuses

Les accès fréquents de maladies infectieuses, telles que la diarrhée, constituent une cause importante de la dénutrition chez l'enfant, qui contribue à expliquer que des taux élevés de dénutrition puissent être observés chez les enfants dans des populations où la sécurité alimentaire est généralement de règle. Les maladies infectieuses – telles que le paludisme, le VIH/sida, la tuberculose et certaines maladies tropicales négligées²⁰, notamment l'infestation par des ankylostomes et la schistosomiase – favorisent la forte prévalence de l'anémie ferriprive dans certaines zones²¹. Les infestations par des vers (schistosomes et helminthes transmis par le sol) peuvent altérer l'état nutritionnel en provoquant des saignements internes et des diarrhées et en induisant une mauvaise absorption des éléments nutritifs. Elles peuvent aussi entraîner une perte d'appétit qui, à son tour, est susceptible de se traduire par une réduction des apports en nutriments.

Par conséquent, les actions visant à prévenir et traiter effectivement ces maladies infectieuses jouent un rôle crucial dans les politiques et les programmes de lutte contre la dénutrition. Il est nécessaire de prendre des mesures de prévention pour réduire la fréquence des infections mais il faut aussi agir pour réduire l'intensité des infections par des traitements efficaces et le renforcement du système immunitaire.

L'OMS a mis au point une série complète de mesures de santé publique pour lutter contre les carences en fer et l'anémie dans les pays affichant une forte incidence de carences en fer et d'anémie, de paludisme, d'infections par des helminthes et de schistosomiase²².

²⁰ Voir http://www.who.int/neglected_diseases/diseases/en/ pour consulter la liste des 17 maladies tropicales négligées dressée par l'OMS.

²¹ Organisation mondiale de la Santé/Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef)/Université des Nations Unies. *Iron deficiency anaemia: Assessment, prevention and control*. Genève, 2001.

²² Organisation mondiale de la Santé. *Essential Nutrition Actions: improving maternal, newborn, infant and young child health and nutrition*. Genève, 2013.

Actions prioritaires relatives à la prévention des infections

- *Garantir un accès universel aux moustiquaires imprégnées d'insecticide, fournir des moustiquaires imprégnées d'insecticides de longue durée à l'intention des femmes enceintes et des nouveau-nés, donner un traitement préventif contre le paludisme aux femmes enceintes, assurer le déparasitage périodique des enfants et fournir une complémentation en zinc aux enfants souffrant de diarrhée.*

Santé de la procréation et planification familiale

L'accès aux services de santé relatifs à la sexualité et à la procréation, notamment la planification familiale, est crucial si l'on veut que toutes les femmes puissent exercer leurs droits en matière de procréation. Cet accès est également important du point de vue de la santé et de la nutrition des mères et de leurs bébés et il peut contribuer d'une manière non négligeable à briser le cycle intergénérationnel de la malnutrition.

La grossesse chez les adolescentes est associée à un risque plus élevé de parturition d'un enfant mort-né, de décès néonatal, de naissance prématurée et d'insuffisance pondérale à la naissance²³. Les femmes qui ont des grossesses très rapprochées²⁴ risquent d'avantage de souffrir d'anémie maternelle et d'accoucher avant terme ou de mettre au monde des bébés présentant une insuffisance pondérale à la naissance²⁵. Il faut donc mettre en œuvre des stratégies qui permettent d'éviter les grossesses chez les adolescentes en interdisant, par exemple, le mariage des enfants au moyen d'une modification des normes, des valeurs et des lois locales. Des mesures encourageant l'espacement des naissances doivent aussi être prises. L'impossibilité d'exercer leurs droits en matière de sexualité et de procréation ne constitue pour les femmes et les filles qu'un élément du problème associé à leur piètre statut dans la société.

Actions prioritaires relatives à la santé de la procréation et à la planification familiale

- *Garantir à toutes les femmes l'accès à des services de santé relatifs à la sexualité et à la procréation.*
- *Faire en sorte que les services tels que la planification familiale tiennent mieux compte de la question de la nutrition. Les mesures visant à empêcher les grossesses chez les adolescentes et à encourager l'espacement des grossesses sont particulièrement importantes.*

3.3.3 Allaitement naturel

L'allaitement naturel garantit une nutrition qui convient en quantité et en qualité et qui est à la fois abordable, acceptable, satisfaisante et facilement et durablement disponible auprès de sources locales. L'OMS recommande spécifiquement le démarrage précoce de l'allaitement au sein et l'allaitement exclusif pendant les six premiers mois de vie, suivi par une alimentation d'appoint adaptée et saine donnée parallèlement à l'allaitement jusqu'à ce que l'enfant atteigne l'âge de deux ans, voire au-delà.

²³ Source: Maternal and child undernutrition. *Lancet*, 2008, 71(9608): 270–273. (<http://www.thelancet.com/series/maternal-and-child-undernutrition>).

²⁴ Dans les six mois qui suivent la naissance vivante ou la grossesse précédente.

²⁵ Source: Maternal and child undernutrition. *Lancet*, 2008, 71(9608): 270–273 (<http://www.thelancet.com/series/maternal-and-child-undernutrition>).

Plusieurs instruments mondiaux essentiels existent pour aider les États membres à protéger, promouvoir et appuyer la pratique de l'allaitement naturel. Il s'agit notamment du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel et des résolutions connexes ultérieures de l'Assemblée mondiale de la Santé (le Code).

Actions prioritaires relatives à l'allaitement naturel

- *Mettre en œuvre la Stratégie mondiale pour l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant et le Plan d'application exhaustif concernant la nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant.*
- *Mettre en œuvre des mesures visant à réglementer la commercialisation des substituts du lait maternel et à mettre fin à la promotion induite des aliments pour nourrissons et jeunes enfants.*
- *Appliquer des politiques et des pratiques permettant d'améliorer la protection maternelle.*

3.3.4 Éducation nutritionnelle visant un changement de comportement

Il est capital de faire en sorte que les systèmes favorisent davantage une meilleure nutrition afin que les aliments soient disponibles, accessibles, diversifiés et nutritifs mais il est important aussi d'élaborer des stratégies qui promeuvent un changement de comportement. L'éducation et l'information en matière de nutrition sont des éléments importants qui permettent aux consommateurs d'opter pour des régimes alimentaires sains. Les interventions axées sur le changement de comportement peuvent contribuer à améliorer les pratiques relatives à l'alimentation et l'hygiène des nourrissons ainsi qu'aux soins à leur donner. Ces interventions ont aussi un rôle à jouer en ce qui concerne la réduction du gaspillage de nourriture et l'utilisation durable des ressources. Les gouvernements, les organisations internationales, le secteur privé et la société civile ne doivent pas seulement aider les consommateurs à prendre des décisions plus satisfaisantes pour leur santé, à réduire le gaspillage et à contribuer à l'utilisation durable des ressources mais, en tant qu'acteurs eux-mêmes du système alimentaire, montrer l'exemple et modifier substantiellement leur comportement pour favoriser l'obtention de meilleurs résultats en matière de nutrition.

Les directives alimentaires donnent des recommandations sur les quantités et les associations d'aliments qui conviennent, sous la forme de conseils diététiques simples destinés au grand public, et il faut aussi appuyer l'élaboration de matériel de communication grand public pour faire en sorte que les directives soient effectivement appliquées. Outre le rôle qu'elles jouent dans le domaine de l'éducation, les directives alimentaires nationales doivent donner des indications relatives au commerce, à l'agriculture, à la sécurité alimentaire et aux politiques environnementales et fixer des normes diététiques à l'intention des institutions telles que les écoles, les jardins d'enfants, les lieux de travail et autres, où des repas sont régulièrement servis.

Les écoles sont un lieu idéal pour promouvoir une alimentation saine car les écoliers sont à l'âge où l'on peut acquérir de bonnes habitudes alimentaires. Il est recommandé d'intégrer des connaissances et des compétences relatives à l'alimentation et la nutrition dans les programmes des écoles primaires et secondaires.

Les informations sur la nutrition données aux ménages agricoles peuvent inciter ces derniers à prendre de meilleures décisions quant aux denrées alimentaires produites et à la façon de les

produire. Les potagers familiaux, à la fois dans les zones rurales et dans les zones urbaines, peuvent constituer un complément essentiel à la production alimentaire commerciale et sont susceptibles d'améliorer notablement la consommation alimentaire des ménages. Les ministères de la santé, de l'agriculture et de l'éducation doivent coordonner leurs activités de conseil afin que les communautés agricoles mettent à disposition des produits alimentaires plus sains et, par exemple, acheter les denrées auprès des coopératives de petits exploitants pour que les programmes d'alimentation scolaire offrent des aliments diversifiés.

Le rôle joué par les services de santé dans l'éducation nutritionnelle doit être renforcé. Il faut que les services de soins de santé primaire comportent un volet de conseil diététique. À cet effet, il est indispensable que le système de services de santé fonctionne convenablement et que la nutrition et les techniques de conseil en la matière soient intégrées dans le programme de formation des auxiliaires de santé.

Les gens ont besoin d'informations précises et exactes pour être en mesure de faire les bons choix sur le plan de la santé. L'étiquetage nutritionnel et le contrôle rigoureux des informations relatives aux éléments nutritifs et à la santé qui sont fournies, sont essentiels pour étayer un choix en connaissance de cause. Il est démontré que de simples étiquettes présentes sur le devant de l'emballage ou sur le lieu d'achat des aliments conditionnés, ou dans les magasins d'alimentation, les distributeurs automatiques et les établissements de restauration, y compris l'étiquetage du menu indiquant les choix plus sains, peuvent être salutaires.

Le profil nutritionnel a été employé comme un outil pour qualifier la valeur nutritionnelle des aliments individuels et aider les consommateurs à faire les bons choix sur le plan de la santé. De même, les gouvernements conçoivent des mécanismes permettant de contrôler la commercialisation des produits alimentaires et d'étiqueter les aliments.

Dans un contexte propice où l'on s'intéresse également à l'assainissement à l'échelle du ménage et aux aliments d'appoint appropriés, la promotion du changement de comportement au moyen de l'éducation nutritionnelle et de campagnes d'information s'est avérée efficace²⁶. Même là où la dénutrition et les carences en micronutriments demeurent les principaux problèmes, il faut adopter une approche préventive susceptible d'empêcher le développement du surpoids et de l'obésité, en particulier sur le long terme.

Pour toucher une plus grande partie de la population, il faut améliorer et élargir l'éducation et la promotion en matière de nutrition, que ce soit lors de réunions animées selon des approches de communication novatrices ou en recourant aux médias grand public, à l'intention des adolescentes et des femmes et non seulement des mères, mais aussi des pères et de toute personne chargée de donner des soins. Il est impératif de promouvoir l'allaitement naturel exclusif pendant les six premiers mois de vie et d'assurer une éducation intensive sur l'alimentation d'appoint.

²⁶ FAO. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2013*. Rome, 2013.

La promotion de pratiques favorisant une meilleure hygiène, notamment se laver les mains avec du savon lorsque c'est indispensable, a été reconnue comme une intervention visant le changement de comportement particulièrement importante.

Il faut promouvoir l'éducation nutritionnelle. Il est urgent de développer et de déployer les qualifications professionnelles en matière d'éducation nutritionnelle pour que celle-ci soit conduite d'une manière plus efficace dans tous les secteurs et notamment ceux de la santé, de l'agriculture et de l'éducation.

3.3.5 Accès à l'eau potable et assainissement et hygiène appropriés

La diarrhée est la deuxième cause principale de mortalité chez l'enfant de moins de cinq ans – elle tue chaque année environ 760 000 enfants de moins de cinq ans²⁷ – et elle favorise les carences nutritionnelles, affaiblit la résistance aux infections et freine la croissance et le développement.

L'insuffisance de l'accès à l'eau potable et l'absence d'installations sanitaires appropriées sont des facteurs clés. Quelque 748 millions de personnes dépendent encore de sources d'eau de boisson non salubre, dont 173 millions qui prélèvent leur eau de boisson directement dans des rivières, des ruisseaux ou des mares²⁸. L'eau est une ressource naturelle précieuse et une approche intégrée de la transformation des systèmes alimentaires se doit de viser aussi à réduire l'utilisation de l'eau. Entre 1990 et 2012, près de 2 milliards de personnes ont pu accéder à des installations sanitaires améliorées mais la défécation en plein air, la pratique la plus risquée qui soit en matière d'assainissement, reste de règle pour plus de 1 milliard de personnes²⁹.

Les mesures visant à améliorer les conditions de vie constituent donc un moyen essentiel de prévenir les maladies diarrhéiques et, partant, de lutter contre la malnutrition.

Actions prioritaires relatives à l'eau, l'assainissement et l'hygiène

- *Investir dans l'accès universel à l'eau de boisson potable et s'engager à atteindre cet objectif, garantir un assainissement et une hygiène appropriés et promouvoir les pratiques améliorées en matière d'hygiène.*

3.3.6 Sécurité sanitaire des aliments et résistance antimicrobienne

Il faut que les autorités nationales établissent un cadre réglementaire qui oblige les fournisseurs de produits alimentaires à faire preuve de responsabilité et à offrir des aliments sains. Tous les fournisseurs de produits alimentaires doivent coopérer pour limiter autant que possible les incidences négatives que des aliments contaminés peuvent avoir sur la situation nutritionnelle. Il convient donc que les gouvernements établissent, mettent en œuvre et appliquent des systèmes

²⁷ Voir l'aide-mémoire de l'OMS sur les maladies diarrhéiques (Aide-mémoire No. 330, avril 2013), <http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs330/fr/>

²⁸ Données relatives à 2012. Source: Nations Unies. *The Millennium Development Goals Report 2014*. New York, 2014.

²⁹ Nations Unies. *The Millennium Development Goals Report 2014*. New York, 2014.

efficaces de contrôle des aliments pour garantir la sécurité sanitaire des approvisionnements alimentaires par les moyens suivants:

- Garantir la sécurité sanitaire des denrées alimentaires produites dans le pays et importées.
- Faire collaborer transversalement les secteurs de la santé, de l'agriculture et du commerce, s'agissant des décisions permettant de garantir la sécurité sanitaire et la qualité des aliments, et coordonner l'exécution des programmes préventifs.

Les médicaments antimicrobiens sont cruciaux à la fois pour la santé humaine et pour la santé animale. Leur utilisation chez les animaux et dans les végétaux destinés à la production alimentaire est essentielle pour les producteurs et pour le développement économique mais leur usage irraisonné a entraîné la dissémination de micro-organismes résistants aux antimicrobiens chez les êtres humains, via les aliments. La résistance aux antimicrobiens est devenu un problème de santé publique mondial majeur et, au demeurant, un problème de sécurité sanitaire des aliments de portée mondiale. La résistance aux antimicrobiens est intimement liée aux systèmes de production alimentaire et aux environnements agroécologiques.

Pour s'attaquer à la résistance antimicrobienne il faut donc adopter une approche «Une seule santé», c'est-à-dire comprendre les filières et les facteurs liés à l'apparition de la résistance à l'interface entre les hommes, les animaux et les écosystèmes agroalimentaires, afin de dégager des éléments susceptibles de faciliter l'élaboration et la mise en œuvre d'approches préventives efficaces. Au cours de la dernière décennie, la résistance antimicrobienne a suscité de nombreuses réactions au niveau international et la FAO, l'OMS et l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) ont pris la tête de plusieurs initiatives. Cependant, il reste beaucoup à faire pour traduire les directives reconnues au niveau international en politiques et en actions appropriées au niveau national.

Actions prioritaires relatives à la résistance antimicrobienne

Au niveau national, les principales actions permettant de traiter le problème de la résistance antimicrobienne induite par l'utilisation d'antibiotiques chez les animaux destinés à l'alimentation humaine sont les suivantes:

- Sensibiliser au problème de la résistance antimicrobienne et faire comprendre qu'il est urgent de s'attaquer à cette question.
- Établir un comité national multisectoriel chargé de combattre la résistance antimicrobienne, composé de représentants des secteurs de la santé et de l'agriculture ainsi que d'autres autorités et ministères compétents.
- Mettre fin à l'utilisation non thérapeutique des produits antimicrobiens, notamment leur utilisation en tant qu'agents de croissance.
- Limiter ou interdire chez les animaux destinés à la production alimentaire l'utilisation de produits antimicrobiens reconnus comme ayant une importance critique dans la médecine humaine, en particulier les fluoroquinolones et les céphalosporines de troisième et quatrième générations.
- Élaborer des programmes intégrés nationaux de surveillance (fondés sur une étroite collaboration entre les laboratoires de santé publique, les laboratoires vétérinaires et les

laboratoires d'analyse des aliments) pour surveiller les résistances aux antimicrobiens actuelles et d'apparition récente.

- Élaborer et appliquer des directives nationales sur l'utilisation prudente des produits antimicrobiens chez les animaux destinés à la production alimentaire, en adoptant une approche multidisciplinaire et en tenant compte de la liste des antimicrobiens d'importance critique dans la médecine humaine établie par l'OMS.
- Introduire des mesures, telles que l'utilisation de vaccins efficaces, pour améliorer la santé animale et éviter de devoir recourir à des traitements antimicrobiens.
- Recueillir et mettre à jour des données sur la prévalence et les tendances des résistances aux antimicrobiens pour étayer la prise de décision.

3.4 Commerce et investissements internationaux

Le commerce et les accords d'investissement transnationaux – multilatéraux, bilatéraux et régionaux – établissent le cadre de réglementation international dans lequel les pays appliquent leurs politiques nationales relatives au commerce et à l'investissement. Les politiques commerciales, à leur tour, influent sur l'environnement alimentaire en ayant des incidences sur les prix, la disponibilité, l'accès et la consommation des aliments ainsi que sur la nutrition et, partant, sur la sécurité sanitaire des aliments, la sécurité alimentaire et les options en matière de régimes alimentaires.

Au minimum, il faut que les politiques et les accords commerciaux «ne nuisent pas» à la nutrition. Les politiques commerciales et les politiques d'investissement doivent être cohérentes avec les stratégies nationales en matière de nutrition et ne pas entraver leur mise en œuvre. Les politiques commerciales doivent appuyer les politiques relatives à la nutrition et ne pas compromettre la possibilité de les mettre en œuvre efficacement. L'exception aux droits de propriété intellectuelle qui s'applique à la santé publique englobe les innovations en matière de nutrition. Les vivres ne doivent pas être soumis à des sanctions à l'exportation.

Il faut que l'accès à des aliments sains et la disponibilité de ces derniers soient assurés au moyen d'une association judicieuse d'importations et de production nationale ainsi que par des investissements dans la production alimentaire, assurée en particulier par les petits exploitants agricoles. Il convient de prendre des mesures d'incitation encourageant effectivement les exploitants agricoles à produire des aliments sains en quantité suffisante (par exemple, des fruits et des légumes) destinés à être vendus à des prix abordables. L'accès aux aliments nuisibles pour la santé et leur disponibilité doivent être réglementés efficacement et être découragés. Il convient d'établir, de mettre en œuvre et d'appliquer des normes internationales en ce qui concerne la réglementation relative au contenu nutritionnel pour promouvoir le respect des exigences nutritionnelles.

4 MÉCANISMES PERMETTANT DE RENDRE DES COMPTES

Dans le souci de connaître les suites que les différents acteurs donneront à la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN-2) et leurs incidences, un dispositif permettant d'effectuer un suivi et de rendre des comptes sera défini dans le cadre d'un processus ouvert à

tous, en accord avec les initiatives et les processus existants en matière de nutrition, d'ici à juin 2015. Ce dispositif comprendra des objectifs et des indicateurs convenus pour suivre la mise en œuvre et la concrétisation des résultats de la Déclaration de Rome sur la nutrition adoptée par la CIN-2 aux fins de l'éradication de la faim et de toutes les formes de malnutrition et de l'amélioration de la nutrition pour tous.

Dans le cadre de ce dispositif, des rapports semestriels seront produits et des réunions internationales seront tenues, afin d'orienter les interventions aux niveaux international, régional et national et d'assurer la cohérence et l'alignement avec les processus et les mécanismes existants dans le domaine de la nutrition.

La FAO et l'OMS établiront un fonds fiduciaire mondial pour mobiliser des ressources auprès des Membres et d'autres partenaires, dans le but de mettre en œuvre les engagements énoncés dans la Déclaration de Rome et son Cadre d'action et de suivre et d'évaluer les progrès accomplis aux niveaux international, régional et national au cours de la prochaine décennie. Un rapport semestriel relatif au fonds fiduciaire fera le point sur les fonds reçus et les dépenses encourues.

4.1 Responsabilités relatives aux suites à donner

Les engagements pris dans la Déclaration de Rome sur la nutrition, de même que les recommandations du Cadre d'action, doivent être traduits en actions prioritaires qui soient cohérentes avec la situation de chaque pays et être appuyés par des mesures adaptées et efficaces au niveau international. C'est pourquoi, il convient que les gouvernements élaborent et mettent à jour des plans d'action nationaux, établissent des priorités, fixent des calendriers et déterminent les ressources humaines et financières nécessaires. Les stratégies à mettre en œuvre pour remplir les engagements peuvent varier d'un pays à l'autre.

4.1.1 Au niveau national

Dans le contexte des plans d'action nationaux sur la nutrition, élaborés ou mis à jour, il incombe aux gouvernements de formuler, d'adopter et de mettre en œuvre des stratégies et des programmes afin d'appliquer les recommandations du Cadre d'action en tenant compte des problèmes et des priorités propres aux pays. En particulier, les ministères de l'alimentation, de la santé, de l'agriculture, du commerce, de la protection sociale, de l'éducation, de l'emploi, de l'information, de la consommation et de la planification doivent formuler des propositions concrètes en ce qui concerne leur secteur afin de contribuer à promouvoir une meilleure nutrition. Il faut que les administrations locales et provinciales, de même que la société civile et le secteur privé, soient encouragés à participer au processus.

Il convient que tous les programmes visant à améliorer la situation nutritionnelle de la population, en particulier celle des groupes à haut risque, soient appuyés par l'allocation de ressources humaines et financières suffisantes pour garantir leur viabilité.

Les gouvernements, les entreprises et les établissements universitaires se doivent de contribuer davantage à la réalisation d'activités de recherche visant à améliorer la base de connaissances scientifiques et techniques grâce à laquelle les problèmes liés à l'alimentation, la nutrition et la

santé peuvent être analysés et résolus; le secteur public et le secteur privé doivent aussi s'attacher à former le personnel qualifié nécessaire dans tous les secteurs entrant en ligne de compte.

Il convient que les gouvernements rendent compte périodiquement de la mise en œuvre de leurs plans d'action nationaux et indiquent clairement en particulier la façon dont la situation des groupes vulnérables évolue et les mesures correctives à prendre.

4.2 Au niveau international

Les organisations internationales – multilatérales, bilatérales et non gouvernementales – sont instamment invitées à déterminer, courant 2015, les moyens qui leur permettraient de contribuer à la réalisation des engagements pris dans la Déclaration de Rome et son Cadre d'action, notamment: la promotion de partenariats améliorés, les mécanismes de gouvernance plus efficaces, la cohérence et la coordination au niveau des politiques et le renforcement de la coopération entre pays.

La FAO, l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), le groupe ONU durable, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Comité permanent de la nutrition, la Banque mondiale, l'OMS, le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ainsi que d'autres organisations des Nations Unies et organisations internationales compétentes doivent décider, courant 2015, de la façon d'attribuer le degré de priorité qui convient à leurs politiques, stratégies, programmes et activités liés à la nutrition qui visent à assurer la mise en œuvre dynamique et coordonnée des actions recommandées dans la Déclaration de Rome et son Cadre d'action. L'accroissement de l'assistance apportée aux Membres peut, le cas échéant, faire partie des mesures à prendre. Plus spécifiquement, il convient que la FAO et l'OMS renforcent et coordonnent, dans les limites imposées par les ressources disponibles, leurs politiques, stratégies et programmes afin d'accélérer les progrès dans le domaine de la nutrition en tenant compte des recommandations du présent Cadre d'action.

Les bureaux régionaux des organisations des Nations Unies et les organisations intergouvernementales régionales sont invités à collaborer à la mise en œuvre et au suivi du Cadre d'action et à faciliter leur déroulement en appuyant la coopération régionale et interrégionale, notamment entre pays en développement.

Les institutions régionales de recherche et de formation doivent, avec une aide appropriée de la communauté internationale, établir des réseaux de collaboration ou les renforcer, afin d'assurer l'amélioration des compétences nécessaires – en particulier au niveau national – pour mettre en œuvre le Cadre d'action, de promouvoir la collaboration entre les pays et d'échanger les informations sur la situation alimentaire et nutritionnelle, les technologies, les résultats des recherches, la mise en œuvre des stratégies, des politiques et des programmes dans le domaine de la nutrition et les flux de ressources.

La FAO et l'OMS ont, avec les autres organisations des Nations Unies, une responsabilité particulière en ce qui concerne les suites à donner. La FAO et l'OMS continueront à fournir des éléments concrets pour étayer la définition d'un régime alimentaire sain et pour contribuer à l'identification des actions permettant de lutter efficacement contre les multiples formes de la malnutrition et elles proposeront des outils d'exécution adaptés ainsi que des cadres de suivi et d'évaluation. Tous les partenaires des Nations Unies concernés sont expressément invités à renforcer leurs mécanismes de collaboration et de coopération afin de participer pleinement à la réalisation des objectifs du Cadre d'action aux niveaux international, régional, national et local.

5 RECOMMANDATIONS RELATIVES AU SUIVI DES ACTIVITÉS ENGAGÉES

Le Cadre d'action sera présenté au cours des années 2014 et 2015 au Conseil de la FAO, à l'Assemblée mondiale de la santé et à l'Assemblée générale des Nations Unies pour approbation. On fera ensuite périodiquement rapport à l'Assemblée générale sur les progrès accomplis dans l'exécution du Cadre d'action.

Les organes directeurs de la FAO, de l'OMS et d'autres organisations internationales concernées sont en particulier invités à communiquer des observations au cours de l'année 2015 afin de définir des moyens permettant de renforcer leurs capacités en matière de mise en œuvre de la Déclaration de Rome et du Cadre d'action. Il est aussi demandé à la FAO et à l'OMS d'examiner la possibilité d'inclure des rapports périodiques sur le suivi général de la suite donnée à la CIN-2 à l'ordre du jour des conférences régionales de la première et des réunions des comités régionaux de la seconde.

En tant que chefs de file des institutions spécialisées du système des Nations Unies dans les domaines de l'alimentation, de la nutrition et de la santé, la FAO et l'OMS sont invitées à préparer conjointement, et en étroite collaboration avec d'autres partenaires du système des Nations Unies, un rapport de synthèse sur la mise en œuvre de la Déclaration de Rome et du Cadre d'action, y compris par leurs pays membres et d'autres organisations internationales, pour examen par leurs organes directeurs d'ici à 2019.

Au niveau national, les gouvernements sont instamment priés de désigner des points focaux chargés de coordonner les efforts consentis par les ministères compétents et d'autres parties concernées en vue d'améliorer la nutrition des populations, ou de renforcer ceux qui existent déjà, et de se consacrer aux activités suivantes:

- a) préparer dès que possible, et au plus tard en 2015, une évaluation de leurs politiques, stratégies, plans et programmes nationaux en ce qui concerne les engagements pris dans la Déclaration de Rome et le Cadre d'action, sur la base d'analyses de la situation du pays et avec la participation active de tous les ministères compétents, d'autorités et de communautés locales, d'organisations non gouvernementales, d'instituts de recherche et du secteur privé; mettre en place, selon qu'il convient, un processus de révision au cours des deux années suivantes.
- b) mobiliser et allouer des ressources financières, techniques, humaines et institutionnelles suffisantes pour que les politiques, les stratégies, les plans et les programmes visant à améliorer la nutrition puissent être mis en œuvre.

c) formuler, le cas échéant, des propositions spécifiques concernant des priorités en matière de recherche et le renforcement des capacités, en nouant des liens entre le gouvernement, des secteurs non gouvernementaux, des organisations compétentes et des établissements universitaires.

d) diffuser auprès du public, y compris les instances parlementaires, des informations sur les principes et les objectifs de la Déclaration de Rome et du Cadre d'action, ainsi que sur les progrès obtenus.

e) renforcer la collaboration avec la société civile, des organismes communautaires, des représentants clés du secteur privé et des citoyens sur la conception et la mise en œuvre des plans d'action nationaux.

Les organisations du système des Nations Unies et d'autres parties concernées sont invitées à produire des documents d'information sur la Déclaration de Rome, sur le Cadre d'action et sur les mesures qu'elles ont prises pour y donner suite, et à les diffuser auprès du public.

Un groupe d'experts intergouvernemental sur la nutrition, composé de spécialistes nationaux de haut niveau, pourrait être créé en 2015 et chargé de formuler une opinion scientifique claire sur l'état actuel des connaissances dans le domaine de la nutrition. Le groupe d'experts devrait examiner et évaluer les informations d'ordre scientifique, technique et socioéconomique les plus récentes qui paraissent dans le monde entier sur le thème de la nutrition. Il fournirait aux décideurs des informations scientifiques rigoureuses et équilibrées sans être tenu de mener des recherches ou de contrôler les données sur la nutrition.

La deuxième Conférence internationale sur la nutrition doit être considérée comme faisant partie du processus plus vaste qui vise à éradiquer la faim et la dénutrition, en particulier dans les pays en développement, et à inverser la tendance de l'incidence croissante des maladies transmissibles ou non qui sont liées à l'alimentation.